Mona Jafarian, la porte-flingue déchaînée des monarchistes iranien.nes de Paris, décorée par l'État français.



Benjamin Haddad aux côtés de Gabriel Attal, Aurore Bergé et l'activiste suprémaciste Mona Jafarian, lors de la remise de sa nomination à l'Ordre national du Mérite.

Mona Jafarian, présidente de l'association « Femme Azadi » a été décorée le 3 novembre par Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que de la lutte contre les discriminations.
Cet acte provocateur a déclenché une vaste vague de protestations :
- Mona Jafarian est en effet célèbre au sein de la diaspora iranienne en France pour ses prises de position suprémacistes, d'extrême droite et antiféministes.
- Cette décoration est d'autant plus choquante que onze jours plus tôt, à Trappes (Yvelines), un attentat raciste endeuillait notre pays, faisant un mort et cinq blessés.

Nous reproduisons ci-après une tribune publiée dans le journal *Le Monde* :

Nous, soutiens en France du mouvement Femme, vie, liberté, qui avons porté ce slogan dans les rues et pleuré Jina Mahsa Amini, morte en septembre 2022, à Téhéran, refusons qu'il serve de caution à une décoration qui le trahit.

Que lit-on sur les comptes X de Mona Jafarian et de Femme Azadi ? Un slogan suprémaciste pour parler des Iraniens : « Nous sommes aryens, nous n'idolâtrons aucun Arabe. » A des contradicteurs, le compte de son association écrit, par exemple : « Va traire ton chameau Rachid », ou encore « Voilà ce qui arrive quand vos parents sont frère et sœur et qu'on vous a donné de l'urine de chameau au lieu de lait dans votre biberon » (post original en anglais). Mona Jafarian se revendique elle-même « islamophobe ».

Ce ne sont pas là des critiques envers le régime meurtrier iranien, c'est le vocabulaire du racisme le plus ordinaire. Deux semaines après Trappes, décorer celle qui tient de tels propos n'est pas un geste neutre : c'est alimenter le climat d'islamophobie et de racisme que la République devrait, au contraire, s'employer à apaiser.

Méthodes d'intimidation

Rappelons aussi que Mona Jafarian a aussi appelé publiquement à « déféminiser » le mouvement Femme, vie, liberté au cours d'un événement intitulé « Iran, vie, liberté ». Effacer le mot « femme » et vider « Femme, vie, liberté » de son sens pour en faire la bannière d'un projet identitaire et suprémaciste : voilà le « combat pour la liberté des femmes » que la ministre déléguée française chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes vient de décorer.

Les méthodes d'intimidation de Mona Jafarian sont documentées. Une enquête de la Revue21, parue en mars, a décrit des appels publics à collecter des informations sur des personnes nommément désignées, des campagnes d'e-mails coordonnées relayées sur des groupes Telegram, et au moins deux plaintes pour harcèlement citant son nom – dont celle d'une maire des Yvelines, submergée de courriels d'injures. Journalistes, avocats, militants de la diaspora, nombreux sont ceux qui ont subi ses raids numériques, parfois jusqu'à la menace. Une journaliste a dû être placée sous protection policière. Beaucoup ont renoncé à déposer une plainte par peur des représailles.

Femme, vie, liberté est né de la mort d'une jeune femme kurde. Il a été porté d'un bout à l'autre du pays, de Zahedan à Sanandaj, de Tabriz à Ahvaz, par des athées, des croyants, des ouvriers, des étudiants, des personnes LGBTQ +… Une pluralité de personnes, à l'image du peuple iranien.

Mona Jafarian milite pour le retour de Reza Pahlavi, fils du dernier chah, et quiconque n'en fait pas de même devient une cible : les militantes de Femme, vie, liberté qui ne sont pas monarchistes sont dénigrées, harcelées, livrées aux listes de « traîtres », comme si la voix des Iraniennes ne pouvait être que la sienne. Une méthode qui n'a rien de démocratique et une étrange vision de la liberté.

Idéologie identitaire et suprémaciste

Avec son association, elle défend un Iran pur, défini par un passé aryen fantasmé, débarrassé de l'islam, où les minorités se fondraient dans une identité perse dominante. Une idéologie identitaire et suprémaciste. Ce n'est pas un hasard si elle retrouve à ses côtés, dans les rues de Paris, le collectif d'extrême droite Némésis, ni si ses rassemblements attirent la sympathie de l'extrême droite identitaire. Nous connaissons cette mécanique : prendre les souffrances des Iraniennes et des Iraniens pour attaquer les musulmans de France.

Depuis le début de la guerre, le 28 février, elle défend les bombardements israélo-américains sur l'Iran – des milliers de morts civils, dont 120 enfants à Minab – qui créeraient, selon elle, les « conditions permettant au courageux peuple iranien de se libérer ». On a vu le résultat : des milliers d'Iraniens morts pour rien sous les bombes, après que d'autres ont été massacrés par le régime en janvier.

Son alignement sur la politique meurtrière de Benyamin Nétanyahou [le premier ministre israélien sortant] est sans réserve. En février, Femme Azadi a coorganisé à Paris un événement avec Agir ensemble, émanation du groupe de pression pro-israélien Elnet, une association pro-Nétanyahou qui soutient la colonisation en Cisjordanie. Elle a aussi participé, en mai 2025, au gala de Diaspora Defense Forces, une association pro-israélienne, lors duquel un quiz sur le nombre de civils morts à Gaza a été proposé.

Que la République honore celles et ceux qui soutiennent la lutte du peuple iranien, nous ne demandons que cela. Mais décorer, au nom de Femme, vie, liberté, une personne qui veut en rayer le premier mot, tient des propos racistes, désigne des « traîtres » à la vindicte, applaudit les bombes et défile avec l'extrême droite, c'est mépriser ce mouvement, les victimes de Trappes et l'idée même de lutte contre les discriminations.

Nous demandons au gouvernement de rendre publics les critères de cette nomination, et d'en tirer les conséquences.

Pour voir les signataires de cette tribune...